



ALLIANCE DES DÉMOCRATES POUR LE
DEVELOPPEMENT INTEGRAL (ADDI)

Repression post électorale dans la circonscription électorale de CINKASSE

Date : 16 Mai 2024

Lieu : Siège du parti ADDI

DECLARATION LIMINAIRE

Hier Mercredi 15 Mai 2024, aux environs de 3 heures du matin, les populations du Village de Samomoni dans le Canton de Biankouri, préfecture de CINKASSE, ont été réveillées par un groupe de gendarmes, qui sont rentrés dans les maisons, ont tabassé femmes, hommes et enfants et ont arrêtés des jeunes gens. Dans leur course poursuite, les gendarmes togolais ont traversé la frontière et ont arrêté d'autres jeunes gens en territoire ghanéen. La population du village ghanéen a opposé une résistance à l'assaut des gendarmes togolais, a réussi à leur arracher une arme et un jeune s'est échappé avec les menottes. Au total, Cinq (05) jeunes ont été arrêtés du côté togolais et sept (07) du côté Ghanéen. L'arme et les menottes avaient été gardées chez le chef de Widana au Ghana. Le chef avait exigé la libération de ses sujets avant la restitution de l'arme et des menottes. Les gendarmes togolais avaient dû s'exécuter et les sept (07) jeunes ghanéens avaient été libérés contre remise des objets confisqués. Par contre nos cinq (05) jeunes togolais du village de Samomoni, sont en garde à vue à la gendarmerie de Cinkassé. Il s'agit des nommés Madguinan et son fils kabirou, Namong Naldjoun, Bilbié bondjal et bilbilé .

A l'heure actuelle le mobile de cette répression reste imprécise. Le préfet de Cinkassé aurait allégué que les gendarmes recherchaient des jeunes qui auraient cassé la pare-brise d'un véhicule de la gendarmerie le jour du vote

Siège national : Quartier Agoè Fiovi, carrefour Cool Catche, 2^e rue à droite côté Sud
Tél. : 93 26 72 35 / 90 00 97 81 Email : addi.togo91@gmail.com

à Samomoni. Pour le CB de Cinkasse, ces jeunes sont arrêtés parce qu'ils auraient exercé de la violence sur les gendarmes et en aurait blessé un. Il se trouve que la résistance contre les gendarmes s'est organisée au Ghana et non dans le village de Samomoni où l'opération a commencé.

Pour notre part, nous pensons qu'il s'agit d'une représaille contre les jeunes qui s'étaient opposés au bourrage des urnes, organisé par des assaillants en cagoules convoyés du Ghana dans un véhicule 4X4 noire banalisé, le jour même du vote le 29 avril 2024. C'est ce véhicule dont la pare-brise avait été cassée dans les échauffourées avec les gros bras cagoulés et non un véhicule des gendarmes (Voir les images qui étayent les faits.). Sur les lieux, le jour du vote, les gendarmes de la brigade de Biankouri, n'étaient pas venus. Il n'y avait aucun véhicule des gendarmes.

Au regard de ce qui précède l'ADDI dénonce l'injustice flagrante dont font preuve les autorités dans le traitement de cette affaire. Il y a là la pratique d'un poids deux mesures. Des citoyens intègres, ayant osé s'opposer à la fraude, sont traqués, tandis que ceux qui ont entraîné des troubles pour bourrer les urnes et qui ont commis des actes de violence sur des candidats de l'ADDI, demeurent libres, échappant à toute forme de poursuite. Un de nos candidats avait même été gravement blessé, plongé dans un coma qui avait duré toute la journée du 29 avril. Les auteurs de ces actes, clairement identifiés, ne sont toujours pas inquiétés. C'est la population qui a défendu son droit au vote qui est la cible des représailles.

C'est pourquoi l'ADDI tire cette sonnette d'alarme pour que cesse ces exactions et pour demander la libération immédiate et sans conditions des jeunes Togolais arrêtés sans raisons valables. Elle exige des Forces de l'Ordre, de Défense et de Sécurité une impartialité absolue dans le traitement du dossier, une grande retenue, et la cessation de toute forme d'intimidation et de violence envers les populations de la préfecture de Cinkassé qui aspirent elles aussi au changement.

Le but de cette conférence est d'alerter l'opinion nationale et internationale sur ce qui se passe réellement dans notre pays dans le cadre des élections qui viennent de se tenir.

ADDI est en train de porter toutes ces exactions en justice et espère qu'elle va jouer pleinement son rôle dans cette affaire afin que les responsables

de la fraude électorale et des actes de violence soient appréhendés et punis selon la loi.

Le Bureau National